

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : Macron doit respecter le choix des urnes.....	1
18 juillet : Pression populaire.....	2
Épernay : Plan social chez Pastural et Cordier.....	2
Vendanges 2024 : le décret de la honte.....	2
Vatry - GXO logistics France : Prime d'été pour les salariés.....	3
Reims : le mépris d'un maire.....	3
Retraités - le 1er octobre : agissons massivement !.....	3
Foire de Châlons-en-Champagne : une rentrée sociale qui s'annonce animée.....	3

Édito : Macron doit respecter le choix des urnes

Emmanuel Macron, enfermé dans sa tour d'ivoire, semble incapable de trouver des solutions à la crise politique qu'il a lui-même provoquée. Il est pourtant impératif de respecter le verdict des urnes et de former un gouvernement issu de la gauche pour sortir de l'impasse.



Le scénario d'un gouvernement intérimaire impliquant Les Républicains (LR) est non seulement irréaliste mais potentiellement dangereux. Le récent épisode de l'élection de Yaël BRAUN-PIVET à la présidence de l'Assemblée nationale, illustre l'isolement et l'instabilité qui règnent au sommet du pouvoir. Les institutions politiques se retrouvent prises dans une impasse mortelle, donnant à l'extrême-droite l'opportunité de se poser en victime et en alternative crédible.

Le Nouveau Front populaire (NFP) fait face à cette menace. Ses partis se sont accordés pour proposer Lucie CASTETS, porte-parole et co-fondatrice du collectif Nos Services Publics, au poste de Première ministre. Elle doit permettre la mise en œuvre du programme du NFP qui répond aux véritables attentes des Français : justice sociale, transition écologique, renouveau démocratique.

La gauche a toujours été une force de proposition et de transformation. L'histoire a montré que ce n'est pas en se compromettant avec une droite vacillante que les progrès sociaux sont réalisés, mais en osant proposer une véritable alternative. La mobilisation des citoyens, des syndicats, et du mouvement social est essentielle pour soutenir cette démarche et redonner espoir à un pays en quête de sens et de direction.

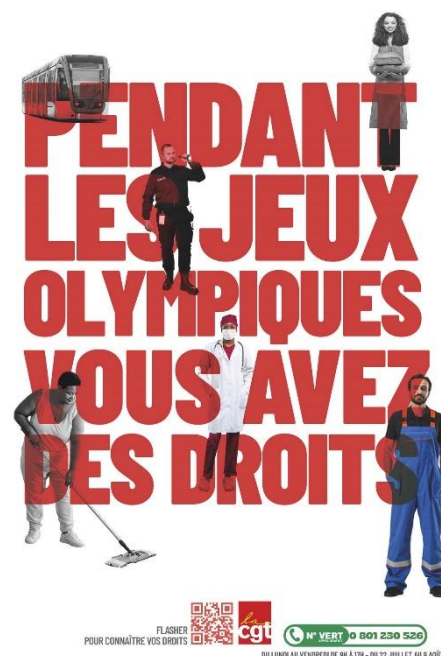
En conclusion, Emmanuel Macron doit entendre le message des urnes et se rendre à l'évidence : il est temps de faire place à un gouvernement qui incarne réellement les aspirations populaires.

Philippe BENMANOU,
Secrétaire de l'UD CGT de la Marne



26 JUILLET 2024
#72

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



Cliquez sur l'image pour savoir comment
contacter la CGT durant les JOP

18 juillet : *Pression populaire ?*

Le jeudi 18 juillet, l'UD CGT de la Marne était présente au rassemblement organisé Place de la République à Paris à l'initiative des cheminots CGT. Il s'agissait de mettre l'Assemblée Nationale sous pression populaire à l'occasion de la première session de la nouvelle législature.

Parallèlement, dans la Marne, après une première interpellation de l'Union Départementale CGT, l'Intersyndicale a adressé un second courrier aux élu-e-s du département (sauf l'élu d'extrême-droite de la 3ème circonscription) pour les appeler à respecter le résultat des urnes. Les attentes exprimées lors des élections doivent être prises en compte :

- Augmentation des salaires et des pensions.
- Abrogation de la réforme des retraites.
- Investissement dans nos services publics pour tous les territoires.
- Réindustrialisation du pays pour répondre au défi environnemental.



[\(Voir le passage sur LCP de Sophie BINET\)](#)

Épernay : *Plan social chez Pastural et Cordier*

Comme nous l'écrivions dans le n°71 d'Info Marne, les usines Pastural et Cordier d'Épernay font l'objet d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) qui touche l'ensemble du groupe Azur Production dans le Grand Est. La menuiserie industrielle Azur Production, spécialisée dans la fabrication des portes et fenêtres en PVC pour le groupe Lapeyre, compte neuf usines en France. 26 salariés sur 114 sont concernés chez Pastural et 8 salariés chez Cordier, sur un total de 200 suppressions de postes au niveau du groupe dans le Grand Est.

Chez Pastural un accord de méthode prévoit deux départs volontaires, 21 salariés de la production et 3 cadres.

L'Union Départementale CGT de la Marne a proposé d'organiser une réunion avec le syndicat de l'entreprise et l'Union Locale CGT d'Épernay. Un courrier va être adressé aux élus ainsi qu'à Franck LEROY, président de la Région Grand Est et ancien maire d'Épernay. Ils ne peuvent rester inertes face à une situation qui fragilise toutes les entités du groupe Azur et va encore augmenter la précarité sur Épernay.

Vendanges 2024 : *Le décret de la honte*

Le 9 juillet, au lendemain du second tour des élections législatives qui ont vu la défaite de son camp, Gabriel ATTAL a décidé par décret d'autoriser en catimini la suspension du jour de repos hebdomadaire pour les travailleurs saisonniers.



Cette disposition, attendue par les patrons de la viticulture, et portée par le Rassemblement National, avait été repoussée par Elizabeth BORNE lorsqu'elle était à Matignon, au nom de la protection de la santé des salariés concernés.

Dans la Marne, où lors des « vendanges de la honte » de 2023 on a déploré la mort de cinq travailleurs saisonniers, en lien avec les conditions de travail par fortes chaleurs, ce décret apparaît comme une véritable provocation.

Anthony SMITH, inspecteur du travail marnais, nouvellement élu député européen, s'est insurgé contre cette décision : « le droit au repos est un droit fondamental pour reconstituer sa force de travail. Des jeunes de 19 ans sont morts dans les vignes et on peut s'attendre, avec ce décret, à de nouveaux morts. ».

Voir le dossier complet dans le site de la CGT champagne : [« Le gouvernement autorise la suspension du repos hebdomadaire »](#), [« Le gouvernement fait un cadeau aux employeurs avant de partir »](#) et [l'interview de Philippe COTHENET](#), secrétaire général adjoint de la CGT Champagne.

Vatry - GXO logistics France :

Prime d'été pour les salariés



À la suite de la grève de mai dernier chez GXO Logistics (entreprise de stockage et de transport basée à Vatry), la direction a versé une première prime de 200 € aux salariés.

Un montant assez éloigné des 1500 € revendiqués par les grévistes, et qui équivalait à la perte de pouvoir d'achat des trois dernières années, mais les négociations se poursuivront en 2025.

Du côté de l'emploi, et de la nécessité de compenser les postes laissés vacants depuis 2022, des postes supplémentaires, en CDD, ont été obtenus, mais pas de postes en CDI pour l'instant.

Reims : Le mépris d'un maire

Les chiffres sont têtus et le maire de Reims semble avoir du mal à l'admettre. Il s'est exprimé dans les médias du milliardaire BOLLORÉ (Europe 1 - CNews) pour dire une nouvelle fois sa détestation de la gauche. [\(Voir l'article de l'Union\).](#)

En réalité cette diatribe contre le Nouveau Front Populaire reprend les éléments de langage déjà rabâchés par l'extrême-droite. La gauche, ce serait plus d'impôts (pas question pour la droite de faire payer les riches), plus d'insécurité (alors que c'est la droite elle-même qui a supprimé la police de proximité), plus d'immigration (le virus de la xénophobie a visiblement contaminé le maire de Reims).

Est-ce parce que la gauche est arrivée en tête au premier tour des législatives sur la Ville de Reims, en particulier dans les quartiers populaires où la majorité a bu la tasse, que M. ROBINET perd ainsi son sang-froid ?



Comment peut-il mépriser à ce point les électeurs qui, après le désistement des

candidats du NFP pour faire barrage à l'extrême-droite, ont permis l'élection de M. ALBERTINI et Mme MAGNIER, tous deux candidats d'Horizons, le parti d'Edouard PHILIPPE et de M. ROBINET ? Il est vrai qu'au lendemain des élections, on a appris qu'Edouard PHILIPPE lui-même avait participé à des dîners secrets avec Marine LE PEN et Jordan BARDELLA...

Retraités- le 1er octobre :

agissons massivement !

Après la période électorale qui a vu les forces de gauche se rassembler au sein du Nouveau front Populaire (NFP), l'heure est à la poursuite de la mobilisation lors de l'ouverture des discussions sur le projet de loi de finances et le projet de loi de finances de la sécurité sociale 2025. Deux projets de loi déterminants pour prendre en compte l'exigence sociale exprimée lors des élections : la revalorisation des retraites et des pensions, le développement des services publics et bien évidemment le retrait de la réforme des retraites de 2023.

Dans ce cadre, l'UCR CGT rappelle ses revendications :

- Pas de retraites en dessous de 2000 € brut
- Développement des services publics de santé sur tout le territoire
- Réforme du financement de la protection sociale



Le 1er octobre sera l'occasion pour les retraités de s'exprimer sur leurs revendications, mais aussi de renforcer la CGT par l'adhésion. [\(Lire la publication de l'UCR CGT\)](#)

Foire de Châlons-en-Champagne : une rentrée sociale qui s'annonce animée

RDV est pris le **vendredi 30 août** pour la rentrée sociale dans le département lors de l'inauguration de la **Foire de Châlons-en-Champagne**. Cette année, c'est **Yaël BRAUN-PIVET**, la présidente (Renaissance) de l'Assemblée nationale, élue dans des circonstances singulières (avec les voix de 17 ministres qui n'auraient pas dû voter), qui inaugurer la Foire.

Soyons nombreux pour l'accueillir comme il se doit et pour faire entendre nos revendications !



la
cgt

32H!

32h pour moi, des emplois créés pour les autres



Travailler moins, travailler mieux, travailler toutes et tous •

www.cgt.fr



<https://www.facebook.com/ConfederationGeneraleTravail>



<https://twitter.com/lacgtcommuniqu>